

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 5

28 janvier 2003

S o m m a i r e

Arrêté ministériel du 29 novembre 2002 portant nomination des Conseils de promotion chargés de procéder aux examens finals des U.V. des différentes années d'études de la formation d'ingénieur industriel à l'Institut Supérieur de Technologie	page 118
Arrêté grand-ducal du 20 décembre 2002 portant modification de l'arrêté grand-ducal du 23 décembre 1998 portant nomination des membres effectifs et suppléants du Comité-Directeur du Fonds d'Assainissement de la Cité Syrdall.	119
Arrêté grand-ducal du 20 décembre 2002 portant nomination des membres du Conseil d'administration de l'établissement public «Salle de Concerts Grand-Duchesse Joséphine Charlotte».	120
Arrêté ministériel du 2 janvier 2003 modifiant l'arrêté ministériel du 18 décembre 2001 portant nomination des membres du Comité National de Sûreté de l'Aviation Civile.	120
Administration de l'Enregistrement et des Domaines – Caisse des Consignations – Avis.	121
Administration de l'Environnement – Examen	121
Centre Informatique de l'Etat – Nominations.	121
Code Administratif – Mise à jour «2002-II», deuxième mise à jour pour 2002 – Mise en vente ..	122
Code de l'Environnement – Mise à jour «2002-II», deuxième mise à jour pour 2002 – Mise en vente	122
Conseil Supérieur des Assurances Sociales – Démission.	122
Consulats – Exequatur – Extension de la juridiction	122
Corps diplomatique – Nominations	122
Indice des prix à la consommation au 1 ^{er} décembre 2002	122
Institutions de sécurité sociale – Examen de promotion.	123
Laboratoire National de Santé – Nomination	123
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Services pour personnes âgées – Agrément.	123
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative – Examen-concours du mois de février 2003	123
Notariat – Nomination – Vacance de poste.	124
Police Grand-Ducale – Examens	124
Règlement intérieur adopté par la «Commission Nationale pour la Protection des Données», ci-après dénommée «Commission Nationale», par délibération n° 001/2002 en date du 29 novembre 2002, en application de l'article 35 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, ci-après dénommée «la loi du 2 août 2002»	124
Relations extérieures – Remise de lettres de créance.	129
Santé – Relevé des maladies transmissibles déclarées pendant les mois de novembre et de décembre 2002	130
Santé – Relevé des maladies transmissibles déclarées pendant le mois d'octobre 2002. – Rectificatif.	132

Arrêté ministériel du 29 novembre 2002 portant nomination des Conseils de promotion chargés de procéder aux examens finals des U.V. des différentes années d'études de la formation d'ingénieur industriel à l'Institut supérieur de technologie.

La Ministre de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche,

Vu la loi du 21 mai 1979 portant création d'un Institut Supérieur de Technologie ;

Vu la loi du 11 août 1996 portant réforme de l'enseignement supérieur ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 septembre 1998 concernant l'organisation des études ainsi que les programmes et critères de promotion du cycle d'études de l'ingénieur industriel à l'Institut Supérieur de Technologie ;

Vu le règlement grand-ducal du 11 janvier 2000 modifiant le règlement grand-ducal du 8 septembre 1998 concernant l'organisation des études ainsi que les programmes et critères de promotion du cycle d'études de l'ingénieur industriel à l'Institut Supérieur de Technologie ;

Arrête:

Art. 1^{er}. Il est institué des conseils de promotion chargés de procéder aux examens finals des U.V. des matières obligatoires ou à option des différentes années d'études à l'Institut Supérieur de Technologie au courant de l'année académique 2002/2003.

Ces conseils de promotion sont constitués comme suit :

Président et Commissaire du Gouvernement :

Monsieur Jean TAGLIAFERRI, Professeur-attaché ;

Responsable du domaine pédagogique :

Monsieur Prosper SCHROEDER, Président de l'IST ;

Directeur pédagogique :

Monsieur Roland LENERT, Professeur-ingénieur ;

1) Membres du conseil de promotion du département d'électrotechnique:

Mesdames, Messieurs :

Roger ROEMER, administrateur et secrétaire du département ;

Antoine BARTHEL, André BEFFORT, Raymond BIAGIONI, Théo DUHAUTPAS, Pit KAYSER, Jean KOHL, Jacques KROMBACH, Joseph LAHR, Roland LENERT, Serge LINCKELS, Patrick LUTGEN, Marcel OBERWEIS, Jean-Georges PIERSON, Roger ROEMER, Jean-Jacques SCHEUREN, Roger STEFFEN, Nico TOUSSING, professeurs-ingénieurs ;

André BIELL, Robert MAYER, Marco STRASSER, professeurs-docteurs ;

Raymond ENGEL, Pol WAGNER, Marc WELTER, professeurs de sciences économiques et sociales ;

Thomas ENGEL, Olivier FRANCIS, Manfred GREGER, Stefan MAAS, Massimo MALVETTI, Bernard STEENIS, Denis ZAMPUNIERIS, professeurs-chercheurs docteurs ;

Jean WENANDY, professeur d'enseignement technique ;

Birgit AUERNHEIMER, Nico BINSFELD, Cathy CHENG, Cathérine GERARDIN, Walter JACOBY, Gilbert KLEIN, John REES SMITH, Patrick SAAR, Roland SIMON-SCHAEFFER, chargés de cours ;

2) Membres du conseil de promotion du département de mécanique:

Mesdames, Messieurs :

Albert RETTER, administrateur et secrétaire du département ;

André BEFFORT, Pit KAYSER, Jean KOHL, Paul KRACK, Jacques KROMBACH, Joseph LAHR, Roland LENERT, Marcel OBERWEIS, Jean-Georges PIERSON, Albert RETTER, Henri SCHOEN, Roger STEFFEN, Nico TOUSSING, Guy WARINGO, professeurs-ingénieurs ;

André BIELL, Robert MAYER, professeurs-docteurs ;

Raymond ENGEL, Pol WAGNER, Marc WELTER, professeurs de sciences économiques et sociales ;

Olivier FRANCIS, Manfred GREGER, Stefan MAAS, Massimo MALVETTI, Denis ZAMPUNIERIS, Arno ZÜRBES, professeurs-chercheurs docteurs ;

Jean WENANDY, professeur d'enseignement technique ;

Paul BRIESCH, Cathérine GERARDIN, Wolfgang GERKE, Guy HANSEN, John REES SMITH, Prosper SCHROEDER, Roland SIMON-SCHAEFFER, André WEIDENHAUPT, chargés de cours ;

3) Membres du conseil de promotion pour le département de génie civil :

Mesdames, Messieurs :

Guy WARINGO, administrateur et secrétaire du département ;

André BEFFORT, Gérard GOEDERT, Jean-Claude HENGGEN, Pit KAYSER, Pierre KOLBER, Joseph LAHR, Roland LENERT, Serge LINCKELS, Roger STEFFEN, Guy WARINGO, professeurs-ingénieurs ;

Robert MAYER, professeur-docteur ;

Raymond ENGEL, Pol WAGNER, Marc WELTER, professeurs de sciences économiques et sociales ;

Olivier FRANCIS, Manfred GREGER, Massimo MALVETTI, Jean-Louis SCHARLL, professeurs-chercheurs docteurs ;
Jean WENANDY, professeur d'enseignement technique ;

Peter BÖTTCHER, Edmond DAUPHIN, Alexander FOEHR, Cathérine GERARDIN, Marc HILGER, Robert KOUSMANN, Robert MAQUIL, Georges Antoine MAUER, John REES SMITH, Joachim SARTOR, Guy SCHARFE, Michael SCHEUERN, Jean-Baptiste SCHLEICH, Prosper SCHROEDER, Georges SIMON, Danièle WALDMANN-DIEDERICH, André WEIDENHAUPT, Romain WEYDERT, chargés de cours ;

4) Membres du conseil de promotion pour le département d'informatique appliquée :

Mesdames, Messieurs :

Denis ZAMPUNIERIS, administrateur du département ;

Roland LENERT, secrétaire du département ;

Antoine BARTHEL, André BEFFORT, Théo DUHAUTPAS, Pit KAYSER, Joseph LAHR, Roland LENERT, Serge LINCKELS, Patrick LUTGEN, Jean-Jacques SCHEUREN, Nino SILVERIO, Nico TOUSSING, professeurs-ingénieurs ;

André BIELL, Robert MAYER, professeurs-docteurs ;

Raymond ENGEL, Pol WAGNER, Marc WELTER, professeurs de sciences économiques et sociales ;

Jacky ANTOINE, Pascal BOUVRY, Olivier FRANCIS, Nicolas GUELF, Pierre KELSEN, Stefan MAAS, Massimo MALVETTI, Steffen ROTHKUGEL, Bernard STEENIS, Denis ZAMPUNIERIS, professeurs-chercheurs docteurs ;

Jean WENANDY, professeur d'enseignement technique ;

Béatrix BARAFORT, Nico BINSFELD, Romain BLASIUS, Michel CARPENTIER, Louise COURTEMANCHE, Eric DUBOIS, Laurent GAUTHERON, Cathérine GERARDIN, Alain GOFFLOT, Manfred GREGER, Frédéric GUINAND, Djamel KHADRAOUI, Gilbert KLEIN, Gilles MASSEN, Gilles PERROUIN, Antoine PICHOT, Benoît RIES, John REES SMITH, Patrick SAAR, Roland SIMON-SCHAEFFER, Luc VANDENABEELE, Claudio VERNATOCOLA, chargés de cours.

Art. 2. Les conseils de promotion se réuniront sur la convocation de leur président. Ils procéderont aux examens conformément aux règlements en vigueur et feront rapport sur leurs travaux.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au Mémorial. Un exemplaire sera expédié aux membres des conseils de promotion pour leur servir de titre.

Luxembourg, le 29 novembre 2002.

*La Ministre de la Culture, de l'Enseignement
Supérieur et de la Recherche*
Erna Hennicot-Schoepges

Arrêté grand-ducal du 20 décembre 2002 portant modification de l'arrêté grand-ducal du 23 décembre 1998 portant nomination des membres effectifs et suppléants du comité-directeur du Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall.

Nous, Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall»;

Sur le rapport de Notre Ministre des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement et après délibération du Gouvernement en Conseil.

Arrêtons:

Art. 1^{er}.- Sont nommés membres suppléants du comité-directeur du Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall Monsieur Pierre JAEGER, Premier Conseiller de Gouvernement en remplacement de Monsieur Claude WISELER, et Monsieur Albert FRANK, inspecteur principal 1^{er} en rang, en remplacement de Monsieur Emmanuel BAUMANN, Conseiller de Gouvernement première classe. Monsieur Emmanuel BAUMANN est nommé président-suppléant en remplacement de Monsieur Norbert HAUPERT. Ils achèveront les mandats des membres démissionnaires.

Art. 2.- Notre Ministre des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en Mémorial.

*Le Ministre des Classes Moyennes,
du Tourisme et du Logement*
Fernand Boden

Palais de Luxembourg, le 20 décembre 2002.
Henri

Arrêté grand-ducal du 20 décembre 2002 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'établissement public «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte».

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 3 de la loi du 21 novembre 2002 portant création d'un établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte»;

Vu les propositions au titre de représentation, au sein du conseil d'administration, du Gouvernement et de la Ville de Luxembourg;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Sont nommés membres du conseil d'administration de l'établissement public «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» pour un mandat qui s'achèvera le 31 décembre 2007:

Monsieur Guy *Dockendorf*, premier conseiller de Gouvernement au Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, vice-président;

Monsieur Jean-Marie *Haensel*, inspecteur des finances 1^{ère} classe;

Monsieur Alex *Mullenbach*, professeur de musique;

Monsieur Fernand *Pesch*, administrateur général au Ministère des Travaux publics;

Monsieur Arno *Sleich*, directeur d'entreprise e.r.;

Madame Christiane *Sietzen*, conseiller adjoint auprès de la Ville de Luxembourg;

Monsieur Gast *Waltzing*, professeur de musique;

Monsieur Loll *Weber*, critique musical;

Monsieur Damien *Wigny*, directeur de banque e.r., président.

Art. 2. Notre Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de la Culture,
de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche*

Erna Hennicot-Schoepges

Palais de Luxembourg, le 20 décembre 2002.

Henri

Arrêté ministériel du 2 janvier 2003 modifiant l'arrêté ministériel du 18 décembre 2001 portant nomination des membres du comité national de sûreté de l'aviation civile.

Le Ministre des Transports,

Vu la loi du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

Vu le règlement grand-ducal du 26 octobre 2001 déterminant les attributions, la composition et le mode de fonctionnement du comité national de sûreté de l'aviation civile;

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2001 portant nomination des membres du comité national de sûreté de l'aviation civile;

Arrête:

Art. 1^{er}. Monsieur Marco MILLE, Attaché de Gouvernement 1^{er} en rang, est nommé membre effectif du comité national de sûreté de l'aviation civile comme représentant du Ministère d'Etat, en remplacement de Monsieur Frank SCHNEIDER.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au Mémorial. Copie en sera expédiée à l'intéressé pour lui servir de titre.

Luxembourg, le 2 janvier 2003.

Le Ministre des Transports,
Henri Grethen

Administration de l'Enregistrement et des Domaines
Caisse des Consignations
AVIS

En exécution de l'alinéa 3 de l'article 3 de l'arrêté grand-ducal du 9 juillet 1945, portant modification de la législation sur la Caisse des Consignations, les ayants droit ci-après sont avisés de la déchéance au bénéfice du Trésor du droit au remboursement des sommes consignées à leur profit auprès de la Caisse des Consignations à Diekirch.

Date de la consignation	Nom, qualité et adresse de l'ayant droit	Date de la déchéance
04.04.1973	LANGENFELD Thomas, Trèves, actuellement sans domicile ni résidence connus	04.04.2003
05.07.1972	SCHROEDER Nicolas et SCHROEDER Anne les héritiers, sans domicile ni résidence connus	19.06.2003
04.07.1973	WEINRICH Michael, Zulpich (Allemagne), actuellement sans domicile ni résidence connus	04.07.2003
24.02.1970	RIES Georges, RIES Adeline, RIES Marie, épouse Mathias SCHROEDER les héritiers, tous sans domicile ni résidence connus	16.07.2003
30.07.1973	GUNGOR Cinar, Cologne (Allemagne), actuellement sans domicile ni résidence connus	30.07.2003
08.08.1973	JOVANOVIC Zlatiborka, épouse SLAVOLYB, DJORJEVIC Marica, épouse ZIVOSLAV, JOVANOVIC Mira, épouse DRAGOLJUB, toutes sans domicile ni résidence connus	08.08.2003
13.09.1973	FONTAINE Marc, Echternach, actuellement sans domicile ni résidence connus	13.09.2003
20.09.1973	EVERS Guillaume, Paderborn, actuellement sans domicile ni résidence connus	20.09.2003
02.10.1973	BALKANAL Enver, Bahcelievler (Turquie), actuellement sans domicile ni résidence connus	02.10.2003
20.11.1973	DARBY Larry, Itzig, actuellement sans domicile ni résidence connus	20.11.2003

Luxembourg, le 3 janvier 2002.

Le Directeur
de l' Enregistrement et des Domaines,
Paul Bleser

Administration de l'Environnement. – Examen. – Il est porté à la connaissance des intéressés que l'Administration de l'Environnement organisera au cours du mois de mars 2003, l'examen de fin de stage dans la carrière de l'ingénieur-technicien.

Centre Informatique de l'Etat. – Nominations. – Par arrêtés grand-ducaux du 25 juillet 2002, MM. Patrick Hahn et Ariel Scholer, chargés d'études-informaticiens principaux ont été nommés à la fonction de conseiller-informaticien adjoint.

Par arrêté grand-ducal du même jour, Monsieur Frank Kiwy, chef de bureau-informaticien adjoint, a été nommé à la fonction de chef de bureau-informaticien.

Par arrêtés grand-ducaux du 20 août 2002, MM. Aimé Flammang et Jean-Claude Guelf, chefs de bureau-informaticiens adjoints, ont été nommés à la fonction de chef de bureau-informaticien.

Par arrêté grand-ducal du même jour, Monsieur Guy Rodesch, informaticien principal, a été nommé à la fonction de chef de bureau-informaticien adjoint.

Par arrêté grand-ducal du 30 août 2002, Monsieur Fabien Meisch, attaché-informaticien, a été nommé à la fonction de chargé d'études-informaticien.

Par arrêté grand-ducal du 27 septembre 2002, Monsieur Claude Koenig, inspecteur-informaticien, a été nommé à la fonction d'inspecteur-informaticien principal.

Par arrêté grand-ducal du même jour, Monsieur Pierre *Bolig*, informaticien principal, a été nommé à la fonction de chef de bureau-informaticien adjoint.

Par arrêté grand-ducal du 28 octobre 2002, Monsieur Jean-Claude *Roettgers*, chef de bureau-informaticien adjoint, a été nommé à la fonction de chef de bureau-informaticien.

Par arrêté grand-ducal du 20 décembre 2002, Monsieur Claude *Fackelstein*, chargé d'études-informaticien, a été nommé à la fonction de chargé d'études-informaticien principal.

Code Administratif. – Mise à jour «2002-II», deuxième mise à jour pour 2002. – Mise en vente. – Editée par le Service Central de Législation, la neuvième mise à jour, «2002-II», du Code Administratif, la seconde pour l'année 2002, incluant les textes légaux et réglementaires jusqu'au 27 septembre 2002, vient de paraître.

La mise à jour est commercialisée en librairie au prix de 6,00 euros.

Code de l'Environnement. – Mise à jour «2002-II», deuxième mise à jour pour 2002. – Mise en vente. – Editée par le Service Central de Législation, la septième mise à jour, «2002-II», du Code de l'Environnement, la seconde pour l'année 2002, incluant les textes légaux et réglementaires jusqu'au 31 août 2002, vient de paraître.

La mise à jour est commercialisée en librairie au prix de 4,00 euros.

Conseil supérieur des assurances sociales. – Démission. – Par arrêté grand-ducal du 20 décembre 2002, démission de ses fonctions d'assesseur-magistrat suppléant auprès du Conseil supérieur des assurances sociales a été accordée, à sa demande, à Monsieur Thierry *Hoscheit*, juge de paix à Luxembourg, avec effet au 28 novembre 2002.

Consulats. – Exequatur. – Par arrêté grand-ducal du 14 janvier 2003, Son Altesse Royale le Grand-Duc a daigné délivrer à Monsieur Lucien *Emringer* l'exequatur qui lui est nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire du Mexique au Grand-Duché de Luxembourg.

Par arrêté grand-ducal du 14 janvier 2003, Son Altesse Royale le Grand-Duc a daigné délivrer à Madame Glenda *Lao Largespada* l'exequatur qui lui est nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire du Costa Rica au Grand-Duché de Luxembourg.

Par arrêté grand-ducal du 14 janvier 2003, Son Altesse Royale le Grand-Duc a daigné délivrer à Monsieur Alexis *Kamarowsky* l'exequatur qui lui est nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire de la République de l'Uruguay au Grand-Duché de Luxembourg.

Consulats. – Extension de la juridiction. – Par arrêté grand-ducal du 10 janvier 2003, la circonscription consulaire du Consulat Général du Grand-Duché de Luxembourg à Genève a été étendue au Canton du Valais.

Corps diplomatique. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 3 décembre 2002 Monsieur Ronald *Mayer*, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en service ordinaire, a été nommé Chef de la Représentation permanente auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg, avec effet au 1^{er} janvier 2003.

Par arrêtés grand-ducaux du 6 décembre 2002 Monsieur Jean-Claude *Kugener*, Monsieur Léon *Delvaux* et Madame Peggy *Frantzen*, Attachés de Légation, ont été nommés aux fonctions de Secrétaire de Légation en service ordinaire.

Indice des prix à la consommation au 1^{er} décembre 2002. – L'indice des prix à la consommation établi conformément au règlement grand-ducal du 20 décembre 1999 est de **646,15** au 1^{er} décembre par rapport à la base 100 au 1^{er} janvier 1948.

La moyenne des six derniers mois de l'indice raccordé s'établit au 1^{er} décembre 2002 à **643,54**.

Luxembourg, le 7 janvier 2003.

Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques

Institutions de sécurité sociale. – Examen de promotion. – Il est porté à la connaissance des intéressés qu'au courant du mois de novembre 2003 un examen de promotion dans la carrière du rédacteur sera organisé par le Centre commun de la sécurité sociale.

Laboratoire national de Santé. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 20 décembre 2002 Monsieur Thierry Streng a été nommé laborantin au Laboratoire national de Santé.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 5 décembre 2002, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Maredoc asbl», ayant son siège à 21, route d'Anvers, L-1130 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre intégré pour personnes âgées», à l'adresse 34, rue de Luxembourg, L-7330 Heisdorf.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro PA/02/01/040.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 3 décembre 2002, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Doheem versuergt», ayant son siège à Luxembourg, Parc de la Ville, pour l'exercice de l'activité d'«aide à domicile», à l'adresse Parc de la Ville, B.P. 404, L-2014 Luxembourg.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro PA/00/06/012.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 3 décembre 2002, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Doheem versuergt», ayant son siège à Luxembourg, Parc de la Ville, pour l'exercice de l'activité de «soins à domicile», à l'adresse Parc de la Ville, B.P. 404, L-2014 Luxembourg.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro PA/00/11/002.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 4 décembre 2002, l'agrément provisoire a été accordé à l'Etablissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées», ayant son siège à 1, plateau du Rham, L-2427 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre intégré pour personnes âgées», à l'adresse : zone industrielle «Am Sand», L-6906 Niederanven.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro PA/02/01/039.

Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative. – Examen-concours du mois de février 2003. – Il est porté à la connaissance des intéressé(e)s que le relevé des postes vacants dans la carrière universitaire publié au Mémorial B1 du 10 janvier 2003 est complété comme suit :

Département ministériel, administration ou service public	Nombre postes vacants	Formation demandée
Ministère des Affaires Etrangères – Direction de la Défense	1	Un cycle universitaire complet de quatre années en droit
Ministère de l'Education Nationale, de la Formation professionnelle et des Sports	1	Un cycle universitaire complet de quatre années en droit, économie, sciences politiques ou sciences humaines
Ministère de l'Intérieur – Direction de l'Aménagement général du Territoire et de l'Urbanisme	1	Un cycle universitaire complet de quatre années en sciences humaines ou géographie
Administration du Personnel de l'Etat	1	Un cycle universitaire complet de quatre années en droit ou économie

Notariat. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 20 décembre 2002, Maître Gérard *Lecuit*, notaire à Hesperange, a été nommé notaire à Luxembourg.

Notariat. – Vacance de poste. – Pour le poste de notaire vacant à Hesperange, les demandes sont à faire parvenir au Ministère de la Justice dans le délai de deux semaines à partir de la présente publication.

Les demandes doivent être accompagnées soit d'une copie du certificat de fin de stage, branche droit notarial, soit d'une copie du diplôme de candidat notaire et d'une notice biographique indiquant notamment les postes déjà occupés.

Police Grand-Ducale. – Examens. – Il est porté à la connaissance des intéressés que la Police Grand-Ducale organisera au courant de l'année 2003 les examens suivants:

- ***dans le cadre supérieur policier:***
 - un examen-concours d'admission au stage qui aura lieu au mois de février 2003;
- ***dans la carrière des inspecteurs:***
 - un examen-concours d'admission comme volontaire de police qui aura lieu au mois de juillet 2003;
 - un examen d'admission définitive réservé aux volontaires de police qui aura lieu au mois de juillet 2003;
 - deux examens d'admission définitive réservés aux volontaires de l'armée dont la partie théorique aura lieu respectivement au mois de janvier et au mois d'août ainsi que la partie pratique respectivement au mois de février et au mois de septembre 2003;
 - un examen de promotion qui aura lieu au mois de mai 2003;
- ***dans la carrière des brigadiers:***
 - un examen-concours d'admission qui aura lieu au mois de février 2003;
 - un examen d'admission définitive qui aura lieu au mois de juillet 2003;
 - un examen de promotion qui aura lieu au mois de mai 2003;
- ***dans la carrière de l'ingénieur technicien:***
 - un examen de promotion qui aura lieu au mois de mai 2003;
- ***dans la carrière du rédacteur:***
 - un examen de fin de stage qui aura lieu au mois de novembre 2003;
 - un examen de promotion qui aura lieu au mois d'octobre 2003;
- ***dans la carrière de l'expéditionnaire administratif:***
 - un examen de fin de stage qui aura lieu au mois de novembre 2003;
- ***dans la carrière de l'artisan:***
 - deux examens de fin de stage qui auront lieu respectivement au mois de septembre et novembre 2003.

Règlement intérieur adopté par la «Commission nationale pour la protection des données», ci-après dénommée «Commission nationale», par délibération n° 001/2002 en date du 29 novembre 2002, en application de l'article 35 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, ci-après dénommée «la loi du 2 août 2002».

Chapitre 1: Les conditions de fonctionnement de la Commission nationale

A. Lieu des séances

Art. 1^{er}. Les bureaux de la «Commission nationale pour la protection des données», ci-après dénommée «Commission nationale», sont établis à L-4221 Esch-sur-Alzette, 68, rue de Luxembourg.

Art. 2. Les séances ont lieu au siège de la Commission nationale ou en tout autre lieu du territoire national si elle le décide.

Les séances ne sont pas publiques.

B. Convocation

Art. 3. Le président convoque les membres effectifs de la Commission nationale.

Pour assurer le bon fonctionnement de la Commission nationale, elle se réunit toutes les fois que les besoins l'exigent, sur convocation du président ou à la demande de deux membres effectifs.

Le président indique, dans la mesure du possible, à la fin de chaque séance le jour de la séance suivante. Il convoque en principe une séance ordinaire toutes les semaines.

La convocation est de droit à la demande de deux membres effectifs. Cette demande est formulée soit par écrit au président, soit lors d'une séance de la Commission nationale, et précise l'objet de la séance à convoquer. La Commission nationale se réunit dans les quinze jours de la demande.

Le président fixe la date et l'heure des séances. Il ouvre et clôture les séances. Il dirige les débats.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, ses prérogatives sont exercées par un autre membre effectif de la Commission nationale désigné à la majorité des voix, ou, à défaut, par un des membres suppléants désigné de la même façon.

Art. 4. Sauf cas d'urgence, appréciés par le président, les convocations sont envoyées à tous les membres effectifs au moins deux jours ouvrables avant la date de la séance et sont accompagnées, dans la mesure du possible, d'une copie des demandes d'avis, des plaintes, notifications, requêtes à examiner ou des projets d'avis, de recommandations ou de décisions à adopter, ainsi que de tout autre document utile.

Lorsque les documents précités se rapportant aux points figurant à l'ordre du jour n'ont pas été communiqués à tous les membres de la Commission nationale conjointement avec les convocations, ils peuvent exceptionnellement être communiqués ultérieurement pour leur permettre d'en prendre connaissance.

Les convocations sont faites par écrit et précisent l'ordre du jour de la séance. Elles peuvent être adressées par lettre, par télécopie, par e-mail ou par tout autre procédé électronique.

Le membre effectif absent ou empêché d'assister à une réunion en avertit au plus tôt son suppléant et lui continue la convocation indiquant l'ordre du jour. Il en informe également en temps utile le président.

C. Ordre du jour

Art. 5. Le président fixe l'ordre du jour.

Toute question qui ne figure pas à l'ordre du jour ne peut être mise en discussion que si au moins la majorité des membres présents accepte de l'examiner.

Le membre qui souhaite voir figurer un point à l'ordre du jour de la prochaine séance, en fait la demande au président.

Une affaire prévue à l'ordre du jour peut faire l'objet d'un renvoi à une prochaine séance.

D. Présence aux séances

Art. 6. Le président invite à assister à tout ou partie de la séance toute personne appartenant ou non aux services de la Commission nationale, dont la présence paraît utile aux débats.

Au cours de l'audition, les membres de la Commission nationale peuvent poser à la personne entendue toutes les questions qu'ils jugent utiles et ne délibéreront qu'à la suite de l'audition, hors la présence de celle-ci et de tout tiers, à l'exception du secrétaire.

Les personnes visées à l'article 24 paragraphe (1) de la loi du 2 août 2002 sont soumises au respect du secret professionnel prévu à l'article 458 du Code pénal, même après la fin de leur fonction.

Art. 7. La Commission nationale ne peut valablement siéger ni délibérer qu'à condition de réunir trois membres.

Seuls les membres effectifs et les membres suppléants siégeant en remplacement d'un membre effectif ont voix délibérative.

Tout tiers appartenant ou non aux services de la Commission nationale, invité par le président à assister à tout ou partie de la séance, ne participe aux séances qu'à titre consultatif.

E. Empêchements

Art. 8. Les membres de la Commission nationale ne peuvent siéger, délibérer ou décider dans aucune affaire dans laquelle ils ont un intérêt direct ou indirect.

Si un membre effectif ou suppléant de la Commission nationale estime lui-même avoir un intérêt direct ou indirect dans une affaire, il doit au préalable en avertir les autres membres effectifs de la Commission nationale. Il s'abstient à assister à la délibération concernant cette affaire et signale sa volonté de ne pas y participer dès réception de la convocation.

S'il s'agit d'un membre effectif de la Commission nationale, il continue la convocation à son suppléant qui est appelé à siéger et à délibérer en son remplacement sur ce point.

Dans le cas visé à l'alinéa 2 du présent article, la Commission nationale accepte et respecte le choix de son membre sans procéder à une délibération séparée au sujet de l'appréciation personnelle émise par son membre.

Dans les autres cas, la Commission nationale constate préalablement à chaque délibération les cas d'empêchement et les conflits d'intérêts opposables à ses membres effectifs et suppléants et prend cette décision à la majorité des voix, le membre concerné n'étant pas exclu ni des débats y afférents ni du vote y relatif.

Dans le cas d'absence, d'empêchement ou de conflit d'intérêt dans le chef du membre suppléant, le point de l'ordre du jour concerné est reporté d'office à la prochaine séance de la Commission nationale.

F. Incompatibilités

Art. 9. Aux termes de l'article 34 paragraphe (3) de la loi du 2 août 2002, les membres de la Commission nationale ne peuvent être membre du Gouvernement, de la Chambre des Députés, du Conseil d'Etat ou du Parlement Européen ni exercer d'activité professionnelle ou détenir directement ou indirectement des intérêts dans une entreprise ou tout autre organisme opérant dans le champ des traitements de données.

Toute modification en cours de mandat dans la situation d'un membre de la Commission nationale susceptible de donner lieu à application de l'article 34 paragraphe (3) précité doit être portée à la connaissance de la Commission nationale par ce membre dans le mois qui suit.

La Commission nationale n'examine pas si l'exercice de ces fonctions ou la détention de ces participations est compatible avec la qualité de membre de la Commission nationale, mais communique les informations obtenues à son ministre de tutelle en vue de voir statuer sur une incompatibilité éventuelle dans le chef d'un membre de la Commission nationale.

G. Délibérations

Art. 10. Les délibérations et décisions de la Commission nationale sont prises à la majorité des voix. Les abstentions ne sont pas recevables.

Les votes ont lieu à main levée, sauf si le président ou deux membres de la Commission nationale demandent un scrutin secret.

Le scrutin secret est de droit pour statuer sur un empêchement au sens des dispositions de l'article 35 paragraphe (5) de la loi du 2 août 2002.

Art. 11. Les délibérations de la Commission nationale sont numérotées avec l'indication de l'année en cours, à l'exception de celles qui portent sur des questions d'organisation et de fonctionnement internes de la Commission nationale et de ses services.

Les débats font l'objet d'un procès-verbal confidentiel.

Les opinions exprimées et votes émis lors d'une séance ne sont pas documentés nominativement, sauf lorsqu'un des membres de la Commission nationale en fait la demande pour ce qui le concerne.

Les projets de procès-verbaux sont envoyés aux membres de la Commission nationale. Ils sont soumis pour approbation à la Commission nationale lors d'une de ses séances suivantes.

Les procès-verbaux approuvés sont signés par le président de la séance au cours de laquelle ils ont été adoptés, ou en son absence ou en cas d'empêchement par son remplaçant.

Art. 12. La Commission nationale désigne un secrétaire parmi ses membres ou son personnel.

Conformément à l'article 24 paragraphe (1) de la loi du 2 août 2002, le secrétaire est soumis au respect du secret professionnel prévu à l'article 458 du Code pénal, même après la fin de sa fonction.

Le secrétaire rédige les procès-verbaux des séances qui comportent la liste des membres présents, un compte rendu succinct des débats, les délibérations prises par la Commission nationale et, le cas échéant, l'indication de la répartition des voix pour chaque vote intervenu.

Le secrétaire tient en outre un registre des présences qui, au début des séances, est signé par les trois membres présents de la Commission nationale. Il assure la conservation et l'archivage des documents et procès-verbaux de séance de la Commission nationale.

Art. 13. Les délibérations de la Commission nationale portent notamment sur les sujets suivants:

1. Adoption ou modification du règlement intérieur décidée en application de l'article 35 paragraphes (1) et (2) de la loi du 2 août 2002;
2. Etablissement du rapport annuel adressé au Gouvernement en Conseil, tel que prévu à l'article 32 paragraphe (2) de la loi du 2 août 2002;
3. Directives établies et publiées par la Commission nationale en vue d'une notification simplifiée en vertu de l'article 12 paragraphe (2) de la loi du 2 août 2002;
4. Autorisation préalable accordée en application de l'article 14 paragraphes (1) et (3) de la loi du 2 août 2002;
5. Enregistrement et validation des notifications préalables prévues aux articles 12 et 13 de la loi du 2 août 2002;
6. Limitation de la publicité relative aux informations contenues dans le registre public en application de l'article 15 paragraphe (5) de la loi du 2 août 2002;
7. Adoption du rapport annuel faisant état des notifications et autorisations en application de l'article 15 paragraphe (6) de la loi du 2 août 2002;
8. Autorisation de la mise en œuvre des traitements soumis au régime de l'article 14 de la loi du 2 août 2002 en application de l'article 32 paragraphe (3) (d) de la loi du 2 août 2002;
9. Autorisation préalable relative à l'interconnexion de données visée à l'article 16 paragraphe (1) de la loi du 2 août 2002;
10. Communication des données et toute information disponible sur leur origine faite par l'intermédiaire de la Commission nationale à la personne concernée en application de l'article 28 paragraphe (4) de la loi du 2 août 2002;

11. Exécution des vérifications et des suites à y données en application de l'article 28 paragraphe (6) de la loi du 2 août 2002;
12. Exercice du droit d'accès et communication du résultat de ses investigations en application de l'article 29 paragraphe (4) de la loi du 2 août 2002;
13. Appréciation du caractère adéquat du niveau de protection offert par un pays tiers en application de l'article 18 paragraphe (3) de la loi du 2 août 2002;
14. Autorisation au sens de l'article 19 paragraphe (3) de la loi du 2 août 2002;
15. Avis rendu en application de l'article 32 paragraphe (3) (e) de la loi du 2 août 2002;
16. Suggestion présentée au Gouvernement en application de l'article 32 paragraphe (3) (f) de la loi du 2 août 2002;
17. Approbation des codes de conduite reçus en application de l'article 32 paragraphe (3) (g) de la loi du 2 août 2002;
18. Institution des études, enquêtes ou expertises en vertu de l'article 32 paragraphe (3) (h) de la loi du 2 août 2002;
19. Réponse fournie aux personnes ayant saisi la Commission nationale d'une requête relative au respect de ses droits et libertés fondamentaux en application de l'article 32 paragraphe (4) de la loi du 2 août 2002;
20. Décision prise en application de l'article 32 paragraphe (6) de la loi du 2 août 2002 suite à sa saisie par l'une des personnes ou organes visés à l'article 11 paragraphe (2) de la loi du 2 août 2002 sur une violation de cet article;
21. Missions d'investigation, de contrôle et de vérification sur place à effectuer en vertu des articles 32 paragraphe (7) et 29 paragraphe (4) de la loi du 2 août 2002;
22. Sanction disciplinaire prise en application de l'article 33 paragraphe (1) de la loi du 2 août 2002;
23. Recrutement des agents et employés de la Commission nationale, recours à des experts externes sur la base d'un contrat de droit privé, ainsi que toutes questions relatives au personnel de la Commission nationale, conformément à l'article 36 de la loi du 2 août 2002;
24. Arrêté du compte d'exploitation et du rapport de gestion de l'exercice écoulé et arrêté du budget pour l'exercice à venir, conformément à l'article 37 paragraphe (3) de la loi du 2 août 2002;
25. Action en cessation exercée conformément à l'article 39 paragraphe (1) de la loi du 2 août 2002;
26. Agrément de tout chargé de la protection des données en application de l'article 40 paragraphes (5) (6) et (7) de la loi du 2 août 2002;
27. Définition des modalités du contrôle continu des qualités requises à la fonction de chargé de la protection des données en application de l'article 40 paragraphe (9) de la loi du 2 août 2002;
28. Autorisation relative à l'automatisation de la procédure et à la sécurisation du système informatique utilisé, en application de l'article 41 paragraphe (4) de la loi du 2 août 2002;
29. Dispense accordée en vertu de l'article 42 paragraphe (3) de la loi du 2 août 2002.

Art. 14. Lorsque la Commission nationale le juge utile, elle peut désigner un ou plusieurs de ses membres comme rapporteur pour instruire un dossier et préparer un projet de délibération.

Art. 15. Dans le respect des dispositions financières prévues à l'article 37 de la loi du 2 août 2002, la Commission nationale arrête, chaque année, les comptes de l'année précédente, l'état prévisionnel des recettes et dépenses de l'année en cours ainsi que les propositions qu'elle a l'intention de formuler pour le budget de l'année suivante.

Chapitre 2: L'organisation des services de la Commission nationale

Art. 16. La Commission nationale met en place les services suivants:

- un service « Tenue du registre public, traitement des notifications, requêtes et plaintes et suivi des procédures et sanctions »,
- un service juridique et de documentation,
- un service informatique et logistique,
- un service « Relations extérieures, communication et information du public »,
- un service « Administration générale, finances et budget ».

Chapitre 3: Les règles de procédure applicables devant la Commission nationale

A. Dispositions générales

Art. 17. Les plaintes, réclamations et requêtes diverses peuvent être introduites par écrit sous forme libre auprès de la Commission nationale.

Les dossiers relatifs aux notifications et demandes d'autorisation préalables sont constitués d'un formulaire dont le modèle est arrêté par la Commission nationale et, le cas échéant, d'annexes destinées à compléter les dossiers soumis à l'examen de la Commission nationale.

Art. 18. Sous réserve des dispositions de l'article 13 paragraphe (3) de la loi du 2 août 2002, les dossiers, les notifications ou demandes d'autorisation préalables, ainsi que les plaintes, réclamations et requêtes diverses, sont adressés à la Commission nationale en double exemplaire, soit par lettre, soit par dépôt au secrétariat.

Ils sont signés par le responsable du traitement, tel que défini à l'article 2 point (o) de la loi du 2 août 2002.

Un numéro d'enregistrement est affecté par la Commission nationale à chaque dossier, notification ou demande d'autorisation préalables. Il constitue une référence pour toute correspondance ultérieure afférente.

Lorsqu'il se rapporte à un traitement de données à caractère personnel relevant de l'article 17 de la loi du 2 août 2002, le dossier est transmis par la Commission nationale à l'autorité de contrôle compétente, en avisant le demandeur.

B. Notifications et demandes d'autorisation préalables

Art. 19. La Commission nationale examine la régularité des dossiers.

Tout dossier

- incomplet, ou
- non conforme au schéma de notification prévu aux articles 12 paragraphe (2) et 13 paragraphe (3) de la loi du 2 août 2002, ou
- non conforme aux exigences des articles 14 paragraphe (2) et 19 paragraphe (3) de la loi du 2 août 2002,

fait l'objet d'une lettre adressée au déclarant indiquant les documents ou les renseignements restant à fournir pour la validation du dossier et précisant que l'accusé de réception lui sera délivré dès réception des documents ou renseignements demandés.

L'accusé de réception est délivré à l'issue de la procédure de validation du dossier.

C. Missions d'investigation, de contrôle ou de vérification sur place

Art. 20. Les missions d'investigation, de contrôle ou de vérification sur place prévues aux articles 32 paragraphe (7) et 29 paragraphe (4) de la loi du 2 août 2002 ont notamment pour objet:

- d'examiner la régularité d'un traitement mis en oeuvre;
- de s'assurer que le traitement mis en oeuvre correspond au traitement ayant fait l'objet des notifications et autorisations préalables;
- de contrôler et de vérifier si les données soumises à un traitement sont traitées en conformité avec les dispositions de la loi du 2 août 2002 et de ses règlements d'exécution,
- de veiller à l'application des dispositions de la loi du 2 août 2002 et de ses règlements d'exécution.

Art. 21. Les missions d'investigation, de contrôle ou de vérification sur place sont décidées par une délibération de la Commission nationale. La délibération est notifiée à la personne concernée.

La mission fait l'objet d'un rapport signé par le (ou les) membre(s) de la Commission nationale qui y a (ont) procédé. Ce rapport est communiqué à la personne concernée qui peut faire connaître ses observations et demander à être entendue, assistée ou non d'un conseil, par la Commission nationale.

La Commission nationale peut faire appel à l'assistance de ses agents ou d'experts externes pour préparer et exécuter les missions d'investigation, de contrôle et de vérification sur place.

D. Plaintes, réclamations et requêtes diverses

Art. 22. Les personnes témoignant d'un intérêt peuvent introduire une plainte, une réclamation et toute requête diverse auprès de la Commission nationale.

Les plaintes, réclamations et requêtes diverses doivent être signées et datées par les personnes intéressées. Elles contiennent un exposé des faits et doivent inclure, le cas échéant, les indications nécessaires pour l'identification du traitement de données à caractère personnel qui fait l'objet de la plainte, de la réclamation ou de la requête.

E. Avis et recommandations

Art. 23. La Commission nationale s'assure le plus rapidement possible que toutes les informations nécessaires ou utiles pour l'avis ou la recommandation lui ont été communiquées. Le cas échéant, elle s'adresse à l'autorité concernée en vue d'obtenir les données à préciser.

F. Dispositions finales

Art. 24. Si la Commission nationale est saisie par l'une des personnes ou organes visés à l'article 11 paragraphe (2) de la loi du 2 août 2002 sur une violation de cet article, elle statue dans le mois de la saisine, c'est-à-dire à partir du moment où les documents ou les renseignements demandés par la Commission nationale lui auront été fournis.

Art. 25. Les décisions, les autorisations, les avis et les recommandations de la Commission nationale sont motivés.

Outre les cas et modes de publicité imposés par la loi, la Commission nationale peut également décider, lorsqu'elle le juge utile, de rendre public ses avis, recommandations et délibérations.

Art. 26. Sous réserve des dispositions de la loi du 2 août 2002, les règles établies par le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes s'appliquent à toutes les décisions administratives individuelles émanant de la Commission nationale pour lesquelles un texte particulier n'organise pas une procédure spéciale présentant au moins des garanties équivalentes pour l'administré conformément à l'article 4 de la loi du 1^{er} décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse.

Art. 27. Le règlement intérieur et ses modifications ou ajouts ultérieurs sont publiés au Mémorial B.

Relations extérieures – Remise de lettres de créance:

- Le 19 décembre 2002 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Madame Ingrid APELBAUM PIDOUX, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Confédération Suisse.

A la même occasion Son Excellence Madame Ingrid APELBAUM PIDOUX a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

- Le 19 décembre 2002 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Mohamed A. AL-RUMAIHI, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Etat du Qatar.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Mohamed A. AL-RUMAIHI a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

- Le 19 décembre 2002 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Madame Luisa ROMERO-BERMUDEZ, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République bolivarienne du Venezuela.

A la même occasion Son Excellence Madame Luisa ROMERO-BERMUDEZ a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

- Le 19 décembre 2002 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Andebrhan WELDEGIORGIS, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Etat d'Erythrée.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Andebrhan WELDEGIORGIS a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

- Le 19 décembre 2002 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Tariq FATEMI, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Islamique du Pakistan.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Tariq FATEMI a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Relevé des maladies transmissibles déclarées pendant le mois de novembre 2002.

Maladies		Cantons													Totaux		
		Luxembourg-Ville	Luxbg-campagne	Esch-sur-Alzette	Capellen	Grevenmacher	Remich	Diekirch	Wiltz	Clervaux	Vianden	Mersch	Echternach	Redange	total du mois	total du mois précédent	total de l'année en cours
M = Maladie																	
D = Décès																	
Fièvre typhoïde	M																
	D																
Fièvre paratyphoïde	M																1
	D																
Autres Salmonelloses	M	2	3	3	3	1		2							14	4	362
	D																
Diphtérie	M																
	D																
Coqueluche	M																
	D																
Scarlatine	M			8								1			9	5	73
	D																
Légionelloses	M																3
	D																
Brucelloses	M																1
	D																
Méningite infectieuse	M																4
	D																1
Dysenterie	M	1													1		1
	D																
Tbc pulmonaire	M			1								1			2		21
	D																2
Tbc autres organes	M															2	5
	D																
Tbc pleurale	M																
	D																
Tbc Primo-infection	M															2	3
	D																
Mal. Creutzfeldt-Jacob	M																
	D																
Paludisme	M															1	1
	D																
Hépatite infectieuse	M	2	36												38	29	327
Rougeole	M																
Blennorragie	M																2
Condylome accum.	M																
Syphilis	M															1	11
S.I.D.A.	M																1
	D															1	5

Relevé des maladies transmissibles déclarées pendant le mois de décembre 2002.

Maladies		Cantons													Totaux		
		Luxembourg-Ville	Luxbg-campagne	Esch-sur-Alzette	Capellen	Grevenmacher	Remich	Diekirch	Wiltz	Clervaux	Vianden	Mersch	Echternach	Redange	total du mois	total du mois précédent	total de l'année en cours
M = Maladie																	
D = Décès																	
Fièvre typhoïde	M																
	D																
Fièvre paratyphoïde	M																1
	D																
Autres Salmonelloses	M	5			2	1			1	2			1	2	14	14	376
	D																
Diphtérie	M																
	D																
Coqueluche	M																
	D																
Scarlatine	M	1		3											4	9	77
	D																
Légionelloses	M																3
	D																
Brucelloses	M																1
	D																
Méningite infectieuse	M																4
	D																1
Dysenterie	M															1	1
	D																
Tbc pulmonaire	M	1		1				1							3	2	24
	D																2
Tbc autres organes	M	2										1			3		8
	D																
Tbc pleurale	M																
	D																
Tbc Primo-infection	M																3
	D																
Mal. Creutzfeldt-Jacob	M																
	D																
Paludisme	M																1
	D																
Hépatite infectieuse	M		26												26	38	353
Rougeole	M																
Blennorragie	M																2
Condylome accum.	M																
Syphilis	M	2													2		13
S.I.D.A.	M																1
	D																5

Santé.

Relevé des maladies transmissibles déclarées pendant le mois d'octobre 2002. – Rectificatif.

Maladies		Cantons													Totaux		
		Luxembourg-Ville	Luxbg-campagne	Esch-sur-Alzette	Capellen	Grevenmacher	Remich	Diekirch	Wiltz	Clervaux	Vanden	Mersch	Echternach	Redange	total du mois	total du mois précédent	total de l'année en cours
M = Maladie D = Décès																	
Fièvre typhoïde	M																
	D																
Fièvre paratyphoïde	M																1
	D																
Autres Salmonelloses	M	1	4	20	1		1	13	2		1			3	46	54	348
	D																
Diphtérie	M																
	D																
Coqueluche	M																
	D																
Scarlatine	M			5											5	3	64
	D																
Légionelloses	M															2	3
	D																
Brucelloses	M																1
	D																
Méningite infectieuse	M																4
	D																1
Dysenterie	M																
	D																
Tbc pulmonaire	M															1	19
	D																2
Tbc autres organes	M	1												1	2		5
	D																
Tbc pleurale	M																
	D																
Tbc Primo-infection	M			2											2		3
	D																
Mal. Creutzfeldt-Jacob	M																
	D																
Paludisme	M	1													1		1
	D																
Hépatite infectieuse	M	1	28												29	18	289
Rougeole	M																
Blennorragie	M																2
Condylome accum.	M																
Syphilis	M	1													1	2	11
S.I.D.A.	M																1
	D	1													1		5